



JANVIER 2100

# L'IM-MONDE

*La situation mondiale en 2100 ou la fin d'une ère ?*

## PROPOS LIMINAIRE

Dans ce contexte, comment rétablir un semblant de paix, un semblant de coopération ? Dans un monde où le droit international n'a plus aucune portée coercitive, où chacun prône des principes fondateurs particuliers dont découlent des législations incompatibles, un sommet des nations unies s'impose. Celui-ci a pu être mis en place le 1er janvier 2100. L'organisation des Nations Unies n'a plus la même prestance qu'antan, les pays en présence sont donc en nombre restreint, 10 Etats aux cultures et politiques antagonistes. Un ordre mondial un tant soit peu unifié ne se rétablira pas du jour au lendemain...

### ... les auteurs

*Justine Sommet  
Carla Hoenn  
Camille Mamadou  
Louis Jacquet  
Marie Hote  
Clémentine Vuillet  
Enzo Lamorlette  
Tifaine Amiotte-Suchet  
Mona Ronjon*

# INTRODUCTION

L'année 2100 marque la fin d'un siècle rempli de tourmentes, qui a changé la face de l'humanité. L'ordre mondial est bouleversé, anarchique, les aspirations nationales fortes et antagonistes. Les alertes des chercheurs, organisations non gouvernementales et scientifiques appelant à une réaction internationale ont été écartées et voici le résultat : rétablissement de la peine de mort, nations dévastées par le réchauffement climatique, intelligences artificielles dont les capacités inquiètent, banalisation des menaces terroristes, conflits de territoires, immigration massive, droit fondamentaux bafoués... C'est l'égo des puissances occidentales, le sentiment que tout était acquis et maîtrisable qui a conduit cette détérioration mondiale. Ce capitalisme proliféré par les pays développés qui reposait sur l'exploitation d'autrui, sur le « toujours plus », sur le non-respect de la terre ne pouvait perdurer socialement, humainement, politiquement et environnementalement ; « qui sème le vent récolte la tempête ».

Mais ce sommet représente une lueur d'espoir dans ces temps sombres, le renouveau d'un dialogue entre Etats qui pourrait être source d'une meilleure compréhension et d'une éventuelle coopération. Nous proposons donc ici de compiler les articles publiés dans chacun des Etats participants au « sommet apocalyptique 2100 » afin de les diffuser au niveau mondial, espérant rétablir un sentiment d'union des peuples au niveau mondial, chaque individu ayant au-delà des barrières culturelles des aspirations communes. Chères lectrices, chers lecteurs, nous vous invitons à voyager avec nous de contrées en contrées : Japon (*Justine Sommet*), Chine (*Tifaine Amiotte-Suchet*), Etats-Unis (*Clémentine Vuillet*), Inde (*Carla Hoenn*), Guinée équatoriale (*Enzo Lamorlette*), Brunei (*Marie Hote*), Mexique (*Louis Jacquet*) France (*Camille Mamadou*) et Lituanie (*Mona Ronjon*).

**"Chères lectrices,  
chers lecteurs, nous  
vous invitons à  
voyager avec nous  
de contrées en  
contrées : Japon,  
Chine, Etats-Unis,  
Guinée équatoriale,  
Brunei, France, Inde,  
Mexique et  
Lituanie."**

# JAPON

Aux yeux du monde, la cérémonie d'ouverture du sommet des Nations Unies qui s'est déroulée hier reflète un message d'espoir, une volonté de mettre fin aux conflits régionaux et aux problèmes internationaux de plus en plus nombreux. Néanmoins, il semble illusoire de considérer ce congrès réunissant les plus grandes puissances mondiales comme la solution à tous les maux : les débats risquent d'être particulièrement houleux, notamment entre les dirigeants chinois et le gouvernement japonais, au regard de la recrudescence des conflits autour des îles Senkaku ces dernières semaines.

En effet, l'Empereur menace depuis plusieurs semaines de couler les navires chinois qui entrent dans cette zone, ce qui pourrait déclencher une nouvelle guerre dévastatrice pour les deux camps. Ce sont d'ailleurs ces îles, disputées entre la Chine et notre pays depuis près de 130 ans car elles renferment de nombreux gisements gaziers et pétroliers, qui sont à l'origine de la réforme de la Constitution du 3 novembre 1946 opérée en 2017, et notamment de son article 9 qui prévoyait que le Japon renonçait éternellement à la guerre. Face à la montée des conflits avec notre voisin chinois du fait de la raréfaction des ressources naturelles, l'Empereur a demandé la rédaction d'une nouvelle constitution pour le peuple japonais, rétablissant une armée nationale opérationnelle.

Depuis une dizaine d'années, l'armée japonaise est devenue puissante et redoutable grâce à notre maîtrise des technologies de pointe et de l'intelligence

artificielle qui rend nos armes et équipements toujours plus perfectionnés.

Si aucun accord n'est trouvé entre nos dirigeants et le gouvernement chinois durant ce sommet, il est fort probable qu'une guerre éclate entre la Chine et le Japon, ce qui serait une véritable catastrophe pour les deux pays.

Par ailleurs, la question de l'immigration sera également abordée pendant le congrès. Concernant notre nation, le Japon s'est vu contraint il y a quelques années de s'ouvrir largement à l'immigration du fait du vieillissement continu de sa population. Alors que presque 80 ans plus tôt, les étrangers ne représentaient que 1,38% de la population japonaise, ils représentent aujourd'hui presque 30% des résidents. Cette ouverture a notamment permis de renouveler la main-d'œuvre japonaise et de redynamiser le pays pour relancer l'économie en déclin.

Néanmoins, de nombreux immigrés chinois sont régulièrement persécutés par la population japonaise, d'autant plus depuis l'exacerbation des conflits de territoires entre la Chine et le Japon. Malgré les mises en garde de la communauté internationale, l'Empereur et les dirigeants chinois ne font rien pour faire cesser ces mauvais traitements, au contraire, ils encouragent et prône même une idéologie « anti-chinoise » en dénigrant, voire en humiliant ce peuple dans les manuels scolaires ainsi qu'en contrôlant les médias pour manipuler l'opinion publique et cultiver la haine, l'hostilité et la méfiance des japonais envers les immigrés chinois.

Le sommet des Nations-Unies pourrait donc être l'occasion d'apaiser les tensions entre les deux pays asiatiques et de trouver des solutions concrètes aux problèmes de délimitation de territoire, sous l'arbitrage des autres nations présentes au congrès.

**« ...il semble illusoire de considérer ce congrès [...] comme la solution à tous les maux... »**

# FRANCE

La France, jadis surnommée « Pays des droits de l'homme », dont la célèbre devise célébrait les valeurs d'égalité de liberté et de fraternité et qui offrait à ses citoyens une nation où leurs droits fondamentaux étaient respectés, n'a plus le vent en poupe. De son ancienne place de 6ème puissance mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, il ne reste plus grand-chose. Suite à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement fasciste, le pays n'a cessé de décliner, le conduisant à occuper lors de ce sommet exceptionnel une place secondaire voire résiduelle découlant de son positionnement très fragile sur la scène internationale. Si le pouvoir est aujourd'hui extrêmement contesté par l'opinion publique et les médias, il n'en reste pas moins qu'il a accédé au pouvoir de manière démocratique, ayant longtemps été présenté comme l'ultime recours. En effet, la multiplication des crises, la hausse du chômage incessante et la faiblesse de l'offre politique ont conduit progressivement l'électorat français à se tourner toujours un peu plus vers l'extrême droite, extrême droite se radicalisant toujours davantage. La mise en place de ce gouvernement d'extrême droite a conduit à de grands déséquilibres : éminemment nationaliste, ce nouveau gouvernement s'est complètement coupé du monde extérieur, ceci ayant certes pour conséquences une réduction drastique voire une élimination de l'immigration mais aussi et surtout une suppression des relations avec les autres pays.

**"La mise en place de ce gouvernement d'extrême droite a conduit à de grands déséquilibres (...)"**

Ce congrès marque alors les prémices d'un retour de la France sur la scène internationale, retour rendu nécessaire par la conjoncture actuelle dans laquelle la coopération semble inévitable pour la France qui n'a vraisemblablement plus les moyens pour résoudre ses problèmes domestiques seule. Le développement économique est très faible, avec un PIB le plus bas jamais recensé jusqu'alors, les entreprises tournent au ralenti de par le manque de main d'œuvre extérieure, et surtout persistent d'effroyables problèmes de santé publique. La sécurité sociale a été abolie et les citoyens n'ont plus les moyens de se soigner correctement tandis que la peste refait surface et vient décimer la population. Initialement, endémique et cantonnée à quelques foyers localisés, elle s'est propagée sur l'ensemble du territoire. Elle ne s'est toutefois pas propagée à l'étranger en raison de l'autarcie dans laquelle est plongé le pays. Les origines de la soudaine réapparition de cette maladie moyenâgeuse restent inconnues, le gouvernement exerçant une très forte pression sur la communauté scientifique, bridée, et qui se voit contrainte à produire des thèses servant l'idéologie en place. Quelques rares études clandestines viennent démontrer que la réémergence de cette maladie serait corrélée à la baisse d'hygiène induite par le manque de moyens investis dans ce domaine, entraînant la prolifération des bactéries et des rongeurs. Toujours est-il que les chiffres sont accablants: les dernières données recensées estiment à 15 millions le nombre de français touchés par cette maladie avec un taux de mortalité qui s'élève à plus de 45 %. Si le gouvernement ne nie pas ces chiffres, il ne reconnaît pas l'origine de ces morts en évoquant le processus de "sélection naturelle" qui opère, et qu'il semble évident que face aux problématiques actuelles de maladies et de crises, seuls les plus forts survivent.

Il nie l'existence d'une telle maladie et son caractère épidémique en n'affirmant seulement l'existence de cas isolés et minimes.

Le peuple s'empare alors des rues pour protester contre le système et cette situation désastreuse. L'année dernière, plus de 17 000 manifestations "antifascistes" ont été organisées, avec des manifestants toujours plus nombreux, toujours plus en colère et qui réclament des solutions concrètes. Ce mouvement fait alors face à une répression policière sans précédents qui est fustigée par l'ensemble de la communauté internationale sans que pour autant la situation ne cesse : les images font le tour du monde, et ce malgré une importante censure de la part du gouvernement, le bilan humain est très lourd avec plus de 15 000 morts et 250 000 blessés lors des heurts en moins d'une année. Le droit de manifester, tout comme la liberté d'expression sont clairement mis à mal par le gouvernement qui affirme ne faire que répliquer face à ces «débordements» afin de lutter contre les insurrections et de préserver l'ordre public.

Le regroupement de ces dix puissances est alors le dernier rempart pour espérer sortir de cette situation de chaos dans laquelle est plongée non seulement la France, mais également une bonne partie de ses homologues internationaux, soumis également à des problématiques complexes. Il est plus que jamais indispensable de trouver ensemble une solution permettant de mettre un terme à cette situation invivable, de rédiger une convention que chaque état s'engage à signer et à respecter.

# CHINE

Si le Sommet apocalyptique 2100 semble avoir sonné le glas tranché des positionnements internationaux individuels, le bilan chinois semble lui plus contrasté, ou tout du moins à nuancer. Autrefois en concurrence certaine avec l'ex superpuissance étatsunienne, l'omniprésence chinoise dans le processus de mondialisation n'est également plus que poussière. En une centaine d'années, la Chine a basculé de pionnier du développement mondial à grand retardataire, que ce soit d'un point de vue social, commercial ou encore environnemental. Malgré ses efforts incontestables pour un retour au cœur des affaires mondiales, la Chine est quasiment unanimement désignée comme le mouton noir de l'ONU alors-même qu'elle n'y siège à nouveau que depuis 2013, date d'adoption de sa nouvelle constitution. Aux origines de ce rejet, bien sûr le Japon, mais également de nombreuses nations qui considèrent la Chine comme l'épicentre des cataclysmes successifs de ce dernier centenaire. Covid-19, pollution de masse, contrôle excessif de population, surveillance électronique, affaire Ouïghours, etc sont les premières catastrophes d'une longue liste et ont véritablement participé à l'installation du climat actuel.

D'un point de vue strictement commercial, la Chine peine à trouver des partenaires malgré une main d'œuvre à des prix plus qu'avantageux. Son export se meurt, de même que son import si bien que le pays est forcé de vivre de ses propres ressources et productions. Malgré tout, le Sommet apocalyptique 2100 a soulevé une idée aussi étonnante qu'intéressante pour la Chine : une possible intégration dans l'organisation ASEAN. Si rien n'est encore concret, il est certain que la Chine a tout intérêt à pousser en ce sens.

Outre ses préoccupations internationales, la Chine fait face à de graves problèmes internes. Alors même que le monde entier cherche des solutions pour endiguer des risques de surpopulation grandissants, la Chine lutte, elle, pour pérenniser l'existence de sa population qui ne représente plus que 7% de la population totale mondiale. Si, en soit, ce pourcentage paraît raisonnable, ce pays qui recensait 120 hommes pour seulement 100 femmes au début des années 2000, n'en décompte aujourd'hui plus que 50. La cause de cette perte féminine massive ? Sa gestion plus que critiquable des dernières grandes épidémies, ses anciennes politiques de l'enfant unique par exemple, ses anciennes traditions de don de dots dantesques, etc, en somme une mauvaise administration qu'elle paie cher aujourd'hui.

Effectivement, devenir membre de l'ASEAN lui offrirai enfin une place dans le système des relations internationales, place qu'elle tient tant à réaffirmer. Cependant, si certains pensent que cela permettrait une relaxe des tensions croissantes entre Japon et Chine au sujet des Îles Senkaku, la Chine pouvant se permettre de se passer du potentiel que représentent les gisements gaziers et pétroliers à raison de nouveaux accords certains ; d'autres voient les choses plus de manière plus pessimiste. La Chine jouirait en effet d'un soutien suffisant pour mettre la pression au Japon tandis que la Japon jouirait d'une raison supplémentaire quant à la rédaction d'une nouvelle constitution lui permettant de lever une armée. Comment ainsi ne pas y voir les prémices d'une nouvelle guerre sanglante et catastrophique ?

**"Finalement, la  
Chine semble sur la  
voie du renouveau  
(...)"**

Mais comme dit, malgré un bilan très mitigé, la Chine reste prometteur de par son engagement certain dans la lutte pour la promotion des droits de l'Homme. Loin est le temps du dernier grand scandale génocidaire Ouïghours puisque la Chine se place aujourd'hui comme l'un des plus fervents alliés du Brunei en matière de droits de l'Homme. Soutenue pour ce dernier, la Chine a d'ailleurs fait voter au référendum sa toute nouvelle constitution de 2018 sur laquelle nombre de pays louchent désormais dans l'idée de remanier la leur. Finalement, la Chine semble donc sur la voie du renouveau, un renouveau toutefois à surveiller et encadrer.

# BRUNEI

Brunei, Etat musulman et d'application stricte de la Charia depuis plusieurs millénaires, s'est bien heureusement rangé du côté d'un Etat prônant les droits de l'Homme depuis déjà une dizaine d'années. En effet, cet Etat se prêtant aujourd'hui, être le porte-drapeau des droits de l'Homme. Par le biais de cette conférence, le représentant de Brunei, a ainsi souhaité que la Déclaration nationale de l'Homme et de la Femme, actuellement en vigueur à Brunei, soit ratifiée par les Etats membres de l'ONU et deviennent dans cette continuité une déclaration applicable dans tous ces Etats, ses droits devant être respectés. Cette Déclaration pourrait alors devenir la déclaration universelle de l'Homme et de la Femme, une nouveauté primordiale qui serait un réel point d'encrage pour les droits de la Femme. Cette question sera débattue demain lors de la suite de la conférence de l'ONU.

C'est un réel tournant pour cet Etat qui mille ans plus tôt, en 2019, avait été dénoncé par cette même institution, l'ONU, pour ses "peines cruelles et inhumaines" prévues par la législation de Brunei, notamment car cet Etat instaurait la lapidation pour les homosexuels ou les personnes ayant commis des adultères, ou la flagellation en cas d'avortement.

Concernant les échanges commerciaux, économiques et humains, aujourd'hui, Brunei est un point central.

En 2019, sa principale force économique était sa forte présence d'hydrocarbures dans ses terres, mais aujourd'hui, la richesse de Brunei n'est plus seulement procurée par le commerce des hydrocarbures, Brunei a sû se diversifier par l'exportation de ses valeurs à l'étranger comme cela a été le cas pour la K-pop ou pour le confucianisme dans les années 1950- 2000 et également par le tourisme. En effet, cet Etat, devenu principale puissance économique, attire de plus en plus de monde ; aussi bien des immigrés que de simples touristes : il semblerait bien que cet Etat soit devenu l'Eldorado pour de nombreuses personnes. Brunei a ainsi développé de nombreux complexes touristiques et créé de nombreuses voies reliant ses différentes villes. En effet, cet Etat est toujours en relations très étroites avec le Japon et plus généralement toute l'Asie du Sud, également toujours membre de l'organisation commerciale ASEAN mais aussi toujours en relation avec les Etats-Unis. Ajouté à cela, Brunei a multiplié ses relations : des échanges ont lieu entre cet Etat et l'Amérique du Sud et cet Etat et la Russie, de plus Brunei fait désormais parti de l'OTAN, dont il est l'un des leaders. Brunei souhaite faire primer la paix dans le monde, restant un rêve de très grande envergure.

Cependant, les installations développant économiquement Brunei posent plusieurs problèmes notamment vis-à-vis du réchauffement climatique, inquiétant sans cesse plus l'ONU. Ainsi, lors de cette conférence, l'ONU a demandé à Brunei de prendre de nombreuses dispositions afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et sa pollution omnipotente. Brunei doit donc y réfléchir et penser à se mettre au vert.

**"Cet Etat se prétend aujourd'hui être le porte drapeau des droits de l'homme et de la femme."**

# GUINEE EQUATORIALE

Incontournable au sein de l'économie mondiale, novatrice par ses avancées dans le droit, l'hégémonie de la Guinée Équatoriale à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle a dérouter les avis d'experts du monde entier.

À l'issue du Sommet Apocalyptique 2100, retour sur cette transformation qui a vu ce petit État d'Afrique discrètement devenir une nation porteuse d'espoirs et ce dans un siècle marqué par le déclin de grandes puissances mondiales, à l'instar de la France ou de la Chine. Les petits sont (enfin) grands !

## La Démocratie Directe, ou la théorie du contrepied

S'il y a un sujet qui était à l'honneur lors du sommet c'est bien la démocratie directe Équato-guinéenne. Mirage ou innovation, les questions sur l'avenir de ce système pour un État fort de 2 millions de citoyens se sont multipliées ces derniers jours. Instaurée en 2051, par le gouvernement Nguema Obiang, cette démocratie directe continue de déjouer les statistiques. Avec un taux moyen de participation aux élections de 98%, aucun État ne peut faire concurrence, la démocratie directe plaît aux citoyens qui se sentent plus proches de leur pays que n'importe où dans le monde. Paradoxalement c'est un esprit de coopération qui domine, les partisans de la majorité écoutent ceux de la minorité donnant lieu à un quasi-consensus des citoyens. C'est ce consensus qui favoriserait l'entraide et l'altruisme, qui selon les experts auraient été les clés du succès de cette croissance exponentielle.

Et pourtant, près d'un siècle auparavant tous les indicateurs étaient au rouge lorsque de nombreux véhicules appartenant au Chef d'État Teodoro Nguema Obiang, illégalement acquis avaient été saisis par les autorités suisses pour être revendus aux enchères. Celui qui aimait « flamber » sur les réseaux sociaux et exposer sa richesse, ne cessait d'alimenter la fracture avec le peuple, dans un pays alors marqué par les inégalités et la pauvreté.

## Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Le sommet met en lumière les grandes puissances d'aujourd'hui, dans un monde où les échanges internationaux sont banalisés. Moteurs pour certains, ces derniers ont creusé les inégalités entre État, il fut même un temps où la Chine cherchait à profiter des ressources minières africaines. Néanmoins, cette folie des grandeurs eut une fin, au bénéfice de ces États africains désormais maîtres de leurs ressources.

Ce renouveau la Guinée Équatoriale l'a bien capté, en transformant l'essai et en gagnant le match au point de devenir de loin le pays d'Afrique avec le PIB par habitant le plus élevé\* (\*PIB/hab (\$US PPA) : 75 821). Cet avantage lui confère une certaine influence internationale en droit de la concurrence, ce qui n'était pas le cas auparavant. Son attractivité n'était plus seulement économique, elle en est devenue humaine !

Combien de chercheurs s'y sont expatriés ? Il est difficile d'établir une estimation mais il en reste que le pays est devenu un haut lieu de la science, et de prestigieuses universités y ont fleuri notamment au sein de la capitale Malabo. La vaste majorité des dernières avancées sur la pensée humaine sortent de ces murs, sur l'intelligence artificielle en premier lieu, mais également et surtout sur la cohésion, la justice, l'égalité et la loi. Prenez les théories du Contrat Social de Rousseau, mélangez-les aux neurosciences, et l'on obtient ce cocktail qu'est la Guinée Équatoriale d'aujourd'hui. Alors, véritable pionnier ou Eldorado illusoire, telle est la question !

""...mirage ou innovation..."

# MEXIQUE

Contre toute attente, la superpuissance mexicaine sera bien présente au « sommet 2100 ». En effet, malgré son mutisme sur le plan international et sa politique prônant l'action par rapport à l'entente, le Mexique est bien décidé à imposer sa nouvelle vision de l'État.

Aujourd'hui, forte de ses 250 millions d'habitants, le Mexique n'est plus ce pays transitoire de l'immigration qu'il était autrefois. Au début du siècle, traversé par des légions de migrants venant de l'Amérique du Sud, le Mexique entretenait des relations compliquées avec son principal partenaire économique qu'étaient les États-Unis d'Amérique débouchant à la construction d'un mur plus que contesté sur la scène internationale. On se souviendra toujours de sa destruction en 2045 par les mexicains profitant de la perte de vitesse des États-Unis afin d'étendre son territoire de la Californie jusqu'au Kansas en passant par le Texas. Maintenant, le Mexique est bien installé sur ces anciennes terres américaines avec pour objectif de rayonner internationalement.

Le Mexique a bien mené sa barque en renforçant ses rapports économiques avec le Brésil et souhaitant mettre en place un continent américain fort. Ainsi, la CELAC (Communauté d'États latino-américains et Caraïbes), l'alliance du Pacifique et l'AEC (Association des États de la Caraïbe) ont fusionné le 15 mars 2067 sous l'égide du Mexique pour former l'organisation intergouvernementale la plus puissante d'Amérique.

Ce gain de puissance du Mexique, profitant au gouvernement en place d'une politique réactionnaire, a permis au Mexique de se débarrasser de ce noyau dur de narcotrafic et de la corruption qui gangrenait les rangs de la police mexicaine. Maintenant, quant bien même la politique reste celle d'un pays exigeant, il n'est plus question de la peine de mort, de la séquestration arbitraire, de la corruption ou toute autre forme de menaces pesant sur l'intégrité de la population mexicaine.

**"Le Mexique présente la la législation la plus coercitive en matière environnementale..."**

Sur la question du réchauffement climatique, le Mexique a les moyens et la volonté de réaliser une véritable transition à l'échelle mondiale. Il a d'ailleurs déjà empressé les autres pays à endosser leurs responsabilités et préparer un changement d'une envergure encore jamais atteinte. C'est d'ailleurs sur la base de sa « *Charte pour une transition écologique et un environnement sain* » de 2098 que le Mexique entend l'étendre à l'ensemble du Monde. Le pays serait même prêt à partager ses nouvelles avancées technologiques de centrales nucléaires aux déchets réutilisables afin de permettre une cohésion internationale écologique. D'ailleurs, le Mexique présente la législation la plus coercitive en matière environnementale n'hésitant pas à sanctionner les nuisances les plus bénignes par des peines d'amendes aux sommes folles.

Toutefois, les prétentions du Mexique semblent être freinées par sa population qui ne cessent de croître et les problématiques de la surpopulation apparaissent. La première grande décision des dirigeants a été d'arrêter toute production de l'avocat qui était autrefois appelé « *l'or vert du Mexique* » afin d'éviter tous les ravages que sa production provoque notamment la consommation d'eau. D'ailleurs, le parlement mexicain discute sur un projet de loi sur l'interdiction de production de viande afin d'encourager la consommation d'insectes

On s'en doute très clairement mais les sujets que le Mexique souhaite aborder à l'occasion de ce sommet seront très fortement tournés vers l'écologie, l'environnement et le futur.

# LITUANIE

Véritable figure de proue européenne et mondiale en matière d'innovation technologique, la Lituanie a su s'imposer lors du sommet comme le partenaire stratégique avec qui coopérer.

## Du domaine de la défense,

Alors que la cyber-conflictualité se construit autour de l'accès à l'information, le cyberspace et la gestion des données constituent des enjeux majeurs auxquels très tôt s'est préparée la Lituanie. Similairement aux événements d'avril 2007 que subit l'Estonie – pays proche et dont les antécédents soviétiques se rejoignent - la Lituanie est victime, automne 2014, de la série de cyberattaques la plus virulente ayant eu lieu au sein de l'Europe. Cette attaque qui frappait entreprises privées jusqu'au Seimas, immobilisa pendant plus de 24 heures la vie du pays, mettant en péril économie et démocratie. Si Moscou déniait toute implication, il a été établi que des organisations criminelles russes ont participé à ces interventions. La souveraineté nationale étant intimement liée à la maîtrise de « l'arsenal numérique », il lui a ainsi paru indispensable que l'activité humaine publique soit protégée, considérant que la digitalisation de la diplomatie et des Administrations constituent une évolution majeure de la sphère politique.

Pays membre de l'Union Européenne depuis 2004, sa prise de conscience élargie de la cyber-menace crédibilise les moyens de cybersécurité. L'environnement géopolitique européen est déstabilisé, parsemé de crises, de guerres hybrides, distantes, complexes et interconnectées. Si l'Europe semble s'abandonner à un certain déclassement stratégique et un émiettement de défense commune, les pays de l'Union semblent suivre les pas de la Lituanie. Dès lors, le pays s'est révélé lors du sommet comme leadership d'une cyber-puissance européenne en devenir. Si longtemps elle comptait sur la sécurité de l'OTAN dont elle est membre depuis mars 2004, cette culture encouragée de défense européenne semble signaler un certain détachement des missions de l'alliance transatlantique, dans un renforcement de la défense européenne et un souci prégnant de sécurité commune.

## Du domaine de l'économie,

Presque 100 ans en arrière, le pays connaissait un taux de pauvreté élevé, une émigration importante, fruit du traumatisme d'occupations successives, de situations politiques constamment bouleversées et de paradigmes entre identité nationale et minorités ethniques. Plus encore, sa population fût l'une des plus touchée par la crise de 2009

**"Véritable figure de proue européenne et mondiale en matière d'innovation technologique, la Lituanie a su s'imposer lors du sommet comme le partenaire stratégique avec qui coopérer."**

symptomatique d'un taux de chômage qui s'élevait de 4% en 2007 à 18% en 2010. Son insertion à l'Union Européenne et un soutien accru du FMI sonnait l'assainissement de ses finances publiques permettant de rebondir aux pressions du marché. Aujourd'hui, le pays présente une politique budgétaire appropriée et flexible notamment grâce aux exportations de ses avancées technologiques. Le pays devient un partenaire économique incontournable et ne cesse de multiplier ses relations commerciales. Grâce au dynamisme de son activité, la Lituanie semble définitivement se détacher de l'influence russe dont la menace pendant a longtemps déterminé leur liaison. Aujourd'hui, la Lituanie garde envers elle une posture de fermeté et de dialogue dans une préoccupation de sécurité et une volonté de transparence.

## Du domaine de l'innovation,

Alors que partout sur les territoires l'on voit naître de nouvelles attaques de type rançongiciel (ransomware) visant principalement acteurs publics et entreprises privées, la Lituanie a su sécuriser son activité économique numérique à travers le développement d'une technologie de pointe qui n'a cessé de la tirer sur le devant de la scène internationale lors du sommet.

Cette industrie au potentiel croissant se matérialise dans son centre national de cybersécurité, nourri d'un budget axé sur l'innovation. Après avoir créé en 2019 le Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation, elle fonde en 2022 le Fond de promotion de l'innovation et de développement des activités de recherche.

Les agences de promotion de développement de l'innovation, après avoir fusionnées, ont proposés de nombreux financements permettant une concentration de l'efficacité des mesures d'abord, mais aussi l'effervescence des esprits lituaniens. Forte de ses avancées technologiques et de son attractivité économique, la Lituanie ne cesse d'accueillir un bon nombre de chercheurs et d'étudiants. Plus encore, elle met l'accent sur les travaux collaboratifs avec les instituts publics de recherche, le renforcement de la formation des professionnels. Ces réformes institutionnelles en matière de politiques de l'innovation sont coordonnées et ne cessent d'augmenter, nourrissant un écosystème de start-ups soutenant de nombreux domaines d'activités sectorielles du pays.

### **Du domaine de l'environnement,**

En misant sur le gaz naturel liquéfié, la Lituanie a su s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des importations russes et elle rejoint en janvier 2031 le réseau gazier européen. L'amplitude de ses innovations pousse le pays à privilégier le développement d'énergies renouvelables en misant notamment sur l'hydroélectricité, les éoliennes et la biomasse.

# INDE

Tiraillée, sous représentée, exclue : voici le visage de l'Inde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Pays anciennement colonisé devenu indépendant au XX<sup>e</sup> siècle, l'Inde était en pleine industrialisation quand la catastrophe climatique mondiale s'est abattue sur elle. Les pays occidentaux qui jusqu'alors profitaient de la main d'œuvre indienne peu chère et importaient sur leur territoire des denrées essentielles à bas prix, ont, une fois l'apocalypse climatique s'abattant sur l'humanité, abandonné l'Inde à son propre sort. Pour autant, l'Inde est une des régions du monde les plus touchées par le réchauffement climatique et elle est en grand besoin d'aide. C'est le sort de un milliards d'habitants qui est en jeu, c'est le sort de pères, de mères, de fils, qui autrefois vivaient en paix avec les puissances occidentales. Aujourd'hui, le peuple indien est divisé entre réformistes modérés pro occidentaux tentant bien que mal de renouer des liens avec les autres Etats et radicaux hindous musulmans hostiles à toute coopération. Dans ce climat fort instable, plusieurs problématiques doivent être résolues : réchauffement climatique, épidémies, immigration, radicalisme etc...

C'est pourquoi les dirigeants indiens sont présents lors du sommet apocalyptique ; afin de porter leurs demandes, afin de changer cette situation précaire dans laquelle l'Inde se trouve par le droit. Il est dès lors important que les demandes formulées par le parti réformiste lors du sommet apocalyptique de 2100 soient prises en compte, le devenir de l'Inde et de ses habitants en dépend.

## De l'immigration

La "wet bulb temperature" a atteint les 35°C dans certains territoires indiens, ces vagues de chaleur se propageant à une vitesse phénoménale sur les territoires où la vie subsiste encore. La grande majorité des terres d'Inde sont devenues inhabitables et inexploitable, les victimes du réchauffement climatique ne se comptent plus et le pays est plongé dans une extrême pauvreté. Dès lors, pour survivre, l'immigration est la seule solution, mais pas pour tous... En effet, les indiens de confession musulmane, ce qui représente 2/3 de la population indienne, soit plus de 700.000.000 individus, n'ont pas leur place dans les pays occidentaux. De fait, les puissances occidentales craignant un « grand rassemblement musulman » ont mis en place des politiques conditionnant l'immigration à la confession religieuse. Les chrétiens, hindous, bouddhistes, et juifs se voient octroyés le statut de réfugié tandis que les musulmans, étant assimilés à des terroristes, sont interdits d'entrée sur les territoires occidentaux.

Cependant, conditionner l'immigration à la confession religieuse est non seulement discriminatoire, mais plus encore cela constitue un crime contre l'humanité. En effet, les réfugiés indiens, quelle que soit leur confession religieuse, ne migrent pas pour des raisons économiques ou politiques mais climatiques, et en refusant de les accueillir, les politiciens occidentaux condamnent notre peuple à mourir ! Ainsi, nous appelons à une réaction immédiate de l'Organisation des Nations Unies, cela ne peut perdurer, cela s'apparente et j'ose le dire à un génocide anti musulman, à l'élimination massive des personnes de confessionnalité musulmane ! Plus de 20% de la population mondiale va périr dans des conditions abominables si nous ne réagissons pas !

C'est pourquoi, face à cette problématique, nos représentants proposent lors de ce sommet une législation internationale à valeur contraignante promouvant l'inclusion et la non-discrimination en raison de critères ethniques. Cette réforme internationale devra être accompagnée d'une législation internationale très encadrée sur les émissions de gaz à effets de serre afin que les territoires qui restent viables continuent de l'être, ce qui pourrait pallier la problématique de l'immigration.

## Des épidémies

Des maladies, oubliées depuis longtemps, ont ressurgi. L'Inde n'est pas équipée pour affronter ces épidémies meurtrières, son système de santé et de recherche étant encore trop peu développé. La situation n'est pas la même de l'autre côté de la mer noire, puisque les pays développés, du fait des moyens économiques et humains dont ils disposent, ont pu anticiper et disposent actuellement de vaccins efficaces pour lutter contre celles-ci. Les pays d'Afrique, du Maghreb et l'Inde ont fait part aux États développés de leur souhait urgent de se voir transmettre des vaccins, et si cela n'était pas possible du moins de lever le brevet sur ceux-ci afin qu'ils puissent eux-mêmes les confectionner. La réponse a été radicale et négative : la France, l'Angleterre et les Etats Unis n'ont même pas daigné répondre. Malheureusement, par cette réaction ils nous prouvent que l'argent semble plus à leurs yeux que nos vies, car oui cher lecteurs l'enjeu est bien là : l'industrie pharmaceutique existe et lever les brevets entraînerait une baisse de leur chiffre d'affaires... Ironique n'est-ce pas ? Une industrie qui produit des médicaments pour soigner et sauver des vies est la cause de milliers et de milliers de morts. Seule l'ONU peut faire pression sur ces pays-là.

Les dirigeants ont pour vocation de dénoncer ces faits lors du sommet, et sont désireux d'une législation portant obligation de transmission des brevets avec des conséquences économiques importantes, plus concrètement un blocus sur les biens exportés le cas échéant. La non transmission des brevets, dans ce contexte particulier, est un crime contre l'humanité.

## Du clivage politique en terre indienne

Les réformistes indiens tentent de faire comprendre les clivages en terre indienne lors du sommet apocalyptique, pour sortir des amalgames et préjugés et aller vers plus de compréhension et de solidarité. Une fâcheuse assimilation entre islam et terrorisme a été faite dans l'esprit de nombreux de nos concitoyens occidentaux. Comment avons-nous pu aboutir à cela la popularisation des livres de Caroline Fourest seulement un demi-siècle en arrière ? Deux options s'offrent à nous : soit les informations mensongères résultent d'un manque conséquent de connaissances sur l'Inde de la part des dirigeants occidentaux, soit cela est un outil politique pour justifier leur politique anti-migratoire sous l'angle sécuritaire, option plus probable.

**"Tirillée, sous représentée, exclue : voici le visage de l'Inde à l'aube du XXIe siècle."**

Il est dès lors important de rappeler qu'il faut impérativement distinguer les intégristes, fanatiques religieux et terroristes des musulmans. L'image véhiculée dans les médias britanniques, français et américains n'est pas réelle, la Charia n'est pas devenue la règle, l'Etat n'est pas devenu théocratique. En bref : les musulmans ne sont pas des radicaux menant des attentats. Les radicaux existent, et sont en ascension constante, et ce dans toutes les régions du monde, cela est vrai. Mais ce phénomène n'est pas irrémédiable. Le principal fondement sur lequel ils fondent leurs arguments est la haine des chrétiens et par assimilation malencontreuse la haine des occidentaux. Les faits sont là, politiques anti migratoires, refus d'accès aux vaccins, mais cela ne justifie pas la violence perpétrée, cela ne justifie pas d'instrumentaliser ces faits pour semer la terreur. L'idée de nos dirigeants est donc de rétablir une collaboration avec les pays occidentaux. Celle-ci est nécessaire, car la menace terroriste pèse sur tout le peuple indien mais pèse aussi sur les puissances occidentales, puisque les réseaux de criminalité organisée existent de par le monde ; pour preuve les attentats de la Bastille à Paris en 2007 dont l'organisation islamique « pour les peuples musulmans d'inde » se réclame. Fermer les frontières n'est donc pas la solution, les terroristes se servent de cette division, alors que nous devons être solidaires face à ces menaces humaines, sociales, environnementales et sécuritaires.

En conséquence, nos dirigeants proposent une idée ingénieuse lors du sommet apocalyptique : la création d'une organisation mondiale de lutte contre les terroristes, à l'image de l'ancienne organisation INTERPOL, sans question de frontières et de nationalités, sur lesquels les politiques n'auraient aucune influence. Ils ont aussi proposé l'organisation de séminaires interculturels pour qu'un lien s'établisse entre les différentes nations, ethnies et confessions.

Il est possible d'affirmer, avec le recul que nous avons aujourd'hui en 2100, que l'année 2020 a été une année charnière dans l'histoire des Etats-Unis, un tournant qui impactera fortement le futur de ce pays qui fut le plus puissant aux mondes durant près d'un siècle. En effet, à cette époque, personne ne pouvait se douter de ce qui allait advenir de cette ancienne hégémonie, dont le sort a été accéléré par la politique menée par le 45e Président américain, Donald Trump, notamment durant la Grande crise sanitaire. Ainsi, alors que les Etats-Unis étaient déjà une hégémonie en déclin à cette époque, l'ancien Président Donald Trump a préféré favoriser l'économie plutôt que la santé du peuple américain, faisant d'eux les plus grandes victimes du virus, entraînant une baisse considérable de la population. En effet, cet impact humain a alors considérablement affaibli le pays qui a perdu près d'1/3 de sa population dont beaucoup étaient de la main d'œuvre qualifiée, moteurs dans la croissance économique.

De même, tendant vers un certain protectionnisme sous le président Trump, les relations des Etats-Unis avec ses « alliés » et le reste du monde se sont dégradées, et a laissé des pays émergents s'imposer là où celui-ci avait reculé, comme en Afrique avec notamment la Chine qui a pris sa place dans ce domaine (les aides financières, la route de la soie, ...). Cette situation s'est empirée au fil des décennies, entraînant peu à peu la perte de cette ancienne hégémonie, au bord de la ruine. Ainsi de nos jours, celle-ci se retrouve en 2100 en crise perpétuelle. En effet, il est question d'un pays réduit de plus de moitié, avec un gouvernement instable et une influence sur la scène internationale comparable à celle du Mozambique à l'époque.

De plus, le projet de construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique a fini par être mis à bien en 2027. Quel est l'impact de cet événement ? Et bien durant une trentaine d'années, les tensions entre ces deux pays se sont amplifiées et alors que les Etats-Unis s'affaiblissaient comme vu précédemment, le Mexique s'est peu à peu imposé sur la scène internationale tout comme d'autres pays émergents, notamment grâce à ses atouts tels que ses ressources minières riches ou encore avec un marché des Technologies de l'Information et de la Communication prometteur, étant le second d'Amérique Latine et le quatrième mondiale en 2040. Avec ce rayonnement nouveau sur le continent américain mais également international et avec un gouvernement qui a fini par se stabiliser avec l'arrivée de Sergio González Muñoz à la tête du pays en 2031, le désir de revanche du Mexique pouvait être assouvi et le peuple s'est alors soulevé, poussé par le gouvernement en 2060, et a fait chuter le mur. Les Etats-Unis ont perdu plus des 2/4 de leur territoire durant cette période, avec l'aide des milices mexicaines, achevant de faire de ce pays qu'un ensemble de petits États incertains, et où le président actuel peine à faire revivre de ses cendres. En effet, le pays est victime de problèmes de gangs et se voit être exploité par les pays développés, et tout particulièrement par le Mexique. Des règles sévères existent telles que la peine de mort mais celles-ci ont aucun impact sur la criminalité et l'insécurité qui règnent à présent. Les Etats Unis mettent alors beaucoup d'espoir dans ce sommet, dépendant des décisions des pays puissants de ce nouvel air et espérant que celles-ci amélioreront un tant soit peu sa situation et plaideront sa cause.

**"...le projet de construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique a fini par être mis à bien en 2027."**